



# COLLOQUE INTERNATIONAL



**Formation, Recherche, Appui  
au Développement :**  
les sciences et métiers de l'information  
documentaire face au défi  
d' «émergence» de l'Afrique

**Du 03 au 04 décembre 2015**

À l'Ecole supérieure des sciences et  
techniques de l'information et de  
la communication – Université de  
Yaoundé II-SOA, Cameroun

**En partenariat avec**

**fms** fondation  
**sh** maison des  
sciences  
de l'homme

Laboratoire des sciences de l'information  
et de la communication  
Université Paris 13

LabsIC - EA 1803



LABORATOIRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES APPLIQUÉES EN SCIENCES SOCIALES



ISKO FRANCE

INTERNATIONAL SOCIETY FOR  
KNOWLEDGE ORGANIZATION



bibliothèques sans frontières

# APPEL A

## COMMUNICATION

**D**e la révolution industrielle du 19<sup>e</sup> siècle au développement des technologies de l'information et de la communication à la fin du 20<sup>e</sup> siècle la problématique de l'organisation de l'information est au cœur des sociétés contemporaines. Face à l'explosion de plus en plus exponentielle de l'information, des techniques, des méthodes et des processus de collecte, de traitement et de diffusion de l'information se sont alors développés donnant lieu à l'apparition d'acteurs divers, des métiers, des formations, des associations, des cadres juridiques, des politiques, une discipline plus ou moins autonome (Cacaly, 2006, p.122).

Si les pays du Nord et ceux dits émergents ont de manière « naturelle » intégré la dimension et la fonction information dans leur politique globale de développement, d'expansion et de conquête économique et culturelle des territoires, il n'en a pas été le cas des pays africains à l'exception de quelques-uns. Tributaire de leur histoire sociopolitique, les modèles de développement déployés dans ces pays ont généralement été bâtis sur l'idée d'une priorisation des secteurs qualifiés de névralgiques au détriment de ceux jugés certes importants, mais non prioritaires. A cet effet, la stratégie de développement du système d'enseignement supérieur et les formations universitaires qui s'y sont déployées ont tenu compte des « priorités » définies par les politiques publiques. Au moment de leur indépendance pour la plupart en 1960, la priorité avait été donnée à la formation d'une main

d'œuvre hautement qualifiée pour remplacer progressivement les hauts cadres de l'administration coloniale. Les formations étaient pour l'ensemble, assurées uniquement dans les métropoles occidentales. Au regard des limites observées par cette politique, des établissements d'enseignement supérieur furent créés progressivement en Afrique sous l'assistance technique occidentale, et la priorité fut donnée à la mise en œuvre des formations, au niveau facultaire, en sciences économiques et droit, sciences, lettres et sciences humaines. Pour ce qui est des grandes écoles la priorité fut donnée notamment à l'éducation (école normale), la médecine, l'agronomie, les relations internationales et le journalisme.

La formation dans les autres secteurs plutôt marginaux comme l'information documentaire était assurée via la coopération internationale dans des écoles étrangères notamment en Europe (France), en Amérique du Nord (USA et Canada) et parfois dans certains pays africains qui disposaient des structures de formation dans le domaine à l'instar de l'EBAD de Dakar (Sénégal). Ces formations se justifiaient du fait de l'existence tacite ou implicite de la fonction information documentaire dans les administrations (Archives, bibliothèques nationales) et les institutions universitaires (bibliothèque universitaire), sous la forme héritée du pouvoir colonial, dont le souci était d'organiser la documentation de ses colonies. Cet héritage colonial a connu des fortunes diverses notamment pour ce qui est de la paupérisation scientifique, politique et économique de l'information documentaire.

Des initiatives internationales ont été développées pour permettre à l'Afrique d'intégrer la dimension informationnelle dans ses politiques de développement. A titre d'illustration, la série d'études RAMP de l'UNESCO a souvent adressé de manière précise les problématiques d'organisation, de gestion et de conservation de l'information documentaire dans les pays en développement. La Francophonie à travers son Portail international archivistique francophone (PIAF) s'est particulièrement spécialisée sur la formation dans le domaine de l'archivistique. L'IRTM (International Records Management Trust) et son programme Training in Electronic Records Management (TERM) a développé des modules de formation en gestion électronique et système d'archivage électronique des documents. L'ONG Bibliothèque sans frontière, la fondation Bill & Melinda Gates ou encore la fondation New York Carnegie, etc. ont souvent intégré dans

leurs programmes de financement la mise en place des dispositifs d'information documentaire en direction des pays d'Afrique. Toutes ces initiatives et bien d'autres ont contribué dans une certaine mesure à la démocratisation des sciences et techniques de l'information documentaire.

Cependant, malgré tous ces efforts au niveau international, la fonction documentaire dans les politiques publiques n'est pas toujours lisible dans la plupart des pays africains, excepté les pays africains de culture linguistique anglophone. Les sciences et métiers de l'information sont toujours marginaux et peu visibles aussi bien dans la sphère socio-économique que dans l'académie et la recherche, en témoigne la piètre qualité des institutions de diffusion du savoir en termes d'infrastructures, de fonds et collections documentaires (bibliothèques et archives tous types confondus).

## Objectifs du colloque

- Dresser un bilan du niveau d'appropriation du champ des connaissances scientifiques et professionnelles en information documentaire par les pays africains ;
- Interroger les modèles institutionnels de formation en Afrique, et les résultats obtenus au niveau de la formation, de la recherche et de l'appui au développement ;
- Montrer, au-delà d'une vision militante, quelle peut être la contribution de l'organisation, de la gestion et de la conservation des savoirs et des informations dans les politiques africaines de développement;
- Identifier les transformations, les distanciations, les bifurcations, les « bricolages » et les innovations qui se sont produits dans la cohabitation entre la culture occidentale dite écrite et celle africaine dite orale afin de mettre en évidence les mécanismes qui rendent possibles des modèles innovants de développement endogène des sociétés et institutions africaines.

Les propositions de communications vont s'inscrire autour de trois axes à savoir : La formation, la recherche et l'appui au développement.

# Thrust 1: Training

La formation en information documentaire peut être envisagée d'un point de vue institutionnel à travers une organisation à l'intérieur d'une faculté ou d'une grande école, mais aussi de manière autonome comme une école spécifique. Du point de vue académique, une institution peut opter pour une approche intégrée qui prend en compte dans une même formation les principaux métiers de l'information documentaire (bibliothéconomie/documentation, archivistique...) ou plutôt d'une approche qui structure la formation en fonction des objets à manipuler (Collection, archive, document numérique...) et se spécialise par type de métier. Les communications cibleront :

les modèles de formation envisagés en

information documentaire (formations initiales, formations continues, formations spécialisées etc.) et les retours d'expérience dans divers pays ;

les contenus de formation construits à partir des paradigmes universels appliqués aux contextes des pays africains ;

les formations transversales en recherche documentaire dans les autres champs disciplinaires ;

les paradigmes des sciences humaines et sociales ; les théories et lois des sciences dures appliqués aux sciences documentaires ;

les formations spécialisées en gestion et organisation de l'information scientifique et technique ;

la formation des formateurs.

## Axe 2 : la recherche

Qu'il s'agisse du modèle français intégré des sciences de l'information et de la communication (SIC) ou du modèle anglo-saxon de l'*Information Science* adopté par les différents pays africains, il importe d'interroger la contribution de ces pays dans le développement d'un système de pensée en sciences et techniques de l'information documentaire. Les communications de cet axe s'attacheront à montrer, du point de vue épistémologique et disciplinaire, comment les sciences de l'information construisent leur propre trajectoire de recherche tout en restant ouvertes et réceptives aux autres domaines de connaissance.

Sous les prismes épistémologique, théorique et technique l'organisation de l'information et des connaissances est appréhendée en sciences documentaires à partir d'un regard pluri ou interdisciplinaire. En tenant compte de la spécificité du terrain africain, de ses objets pragmatiques ou rationnels, quelles formes de dialogue la recherche en sciences de l'information entretient-elle avec les sciences de la communication, mais aussi avec les

disciplines connexes mieux installées à l'instar de l'histoire, de l'archéologie, de la linguistique, de la sémiotique... ou d'autres disciplines des sciences humaines et sociales (économie, droit, philosophie, anthropologie, sociologie...) ou des sciences dures (informatique, mathématiques, statistiques, etc.).

En sus des plates-formes de la culture « Open » (*Open Data, Open Access, Open Source, Open Standard*) Comment l'Afrique reçoit-elle les technologies de l'information et de la communication, pour ce qui est de l'organisation des connaissances ? Comment se positionne-t-elle face à la dictature des critères d'évaluation du *Ranking* international ? Quelles sont les modes opératoires d'organisation, d'exposition et de valorisation de ses savoirs ? Quelle est le rapport de l'Afrique au document en tant qu'il est objet porteur de savoir ? Quelles sont les modes d'hybridation qui se donnent à voir et quels modèles peut-on explorer pour construire une pensée Africaine des sciences documentaires ? Etc.

## Axe 3 : Appui au développement

Seront abordés dans cet axe la problématique de l'utilité sociale et la pertinence des prestations universitaires dans le domaine de l'information documentaire. Cet axe charrie des enjeux socio-professionnels, économiques et politiques d'une importance capitale.

En termes d'enjeux socio-professionnels, le développement des Tics et les applications informatiques dédiées posent le problème de l'articulation entre le métier (information documentaire) et l'outil (informatique). Il importe donc de redéfinir le rôle des professionnels de l'information documentaire, devenus inaudibles sur leur propre terrain, dans la mise en place des systèmes documentaires fiables. Dans la même veine sera analysé le rôle des associations professionnelles dans la structuration d'un véritable corps de métier.

Au plan économique, il y a un marché totalement en friche qui couvre l'ensemble des prestations

traditionnelles et nouvelles de l'information documentaire. Ce marché nécessite d'être pris en main et encadré par des connaissances professionnelles avérées et un cadre juridique conséquent.

Au niveau politique, des actions isolées (administrations publiques et entreprises d'Etat, secteurs privés) ne permettent pas d'afficher une vision cohérente en matière de gouvernance documentaire ou d'intelligence économique. Les problématiques liées à la numérisation, la gestion électronique des documents, la mise en place des systèmes d'archivage électronique avec toutes les implications juridiques qui en découlent seront abordées. *In fine* la question du rapport à l'information en tant qu'elle est enjeu de pouvoir et matière première d'importance stratégique à gérer collectivement dans l'intérêt général sera également prise en compte.

# CALENDRIER

Lancement de l'appel : 31 décembre 2014

Réception des résumés de communications : plus tard le 28 février 2015

Réponse du comité scientifique : plus tard le 30 mai 2015

Réception des textes définitifs : 30 septembre 2015

Publication du programme du colloque : à déterminer

**NB : Les communications des participants seront publiées dans les actes du colloque. Une sélection d'articles sera publiée dans la revue *Fréquence Sud* après évaluation pour un dossier thématique**

## MODALITÉS DE SOUMISSION

### Contribution scientifique

Évaluées en double aveugle les communications comporteront 2500 signes en français ou en anglais présentant la problématique, l'objet d'étude et la méthodologie, accompagné d'un titre, de cinq mots-clés et 3 à 5 références bibliographiques et du choix de l'axe thématique. Les noms des auteurs, leur fonction et rattachement institutionnel, ainsi que leurs coordonnées complètes (mail, tél, adresse postale) doivent être rassemblés sur la première page.

### Contribution professionnelles

Les communications en provenance du monde des professionnels, des prestataires de service dans le domaine de l'information documentaire, des chefs d'entreprise et des politiques seront retenues et feront l'objet d'une évaluation plus souple par la coordination scientifique du colloque. Elles comporteront 2500 signes en français ou en anglais, le titre, le choix de l'axe thématique, les noms des auteurs, leur fonction et rattachement institutionnel, ainsi que leurs coordonnées complètes (mail, tél, adresse postale).

Les contributeurs sont invités à soumettre une proposition à l'adresse suivante :

[esstic\\_infodoc@yahoo.fr](mailto:esstic_infodoc@yahoo.fr)

# COORDINATION SCIENTIFIQUE DU COLLOQUE

Pr Laurent Charles BOYOMO ASSALA (Directeur de l'ESSTIC)

Pr Paul Célestin NDEMBIYEMBE (Coordonnateur des Master et de l'école spécialisée de journalisme, ESSTIC)

Dr. Alice NGA MINKALA (Directeur adjoint chargé des études, ESSTIC)

Dr. Esther OLEMBE (chef du département de l'information documentaire, ESSTIC)

Dr Augustin Charles MBIA (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Dr Colette DJADEU (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

## COMITÉ SCIENTIFIQUE

**Président du comité scientifique :** Pr Laurent Charles BOYOMO ASSALA (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Pr Viviane COUZINET (MICS, Toulouse)

Pr Michel ARNAUD (Paris X)

Pr David AMOS (ISKO-France)

Pr Benoît EPRON (ENSSIB, Lyon)

Pr Lyne Da SYLVA (ENSSIB, Montréal)

Pr Réjean SAVARD (EBSI, Montréal)

Pr Dominique VINCK (LADHUL, Université de Lausanne)

Pr Alain KIYINDOU (Université de Bordeaux)

Pr Pierre MCEGLIN (LABSIC, Paris XIII)

Pr Jean-François TETU (Professeur émérite, ELICO, Lyon II)

Pr Jacques FAME NDONGO (MINESUP, ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Pr Samuel EFOUA MBOZO'O (Doyen FALSH, Université de Douala)

Pr Maurice TCHUENTE (Faculté des sciences, Université de Yaoundé I)

Pr Adolphe MINKOA SHE (Vice/Recteur, Université de Yaoundé II-SOA)

Pr Magloire ONDOA (Doyen, FSJP, Université de Yaoundé II-SOA)

Pr Richard OMGBA (Doyen FALSH, Université de Yaoundé I)

Pr Nicolas ANDJIGA (Directeur ENS, Université de Yaoundé I)

Pr Dieudonné BONDOMA YOKONO (FSEG, Université de Yaoundé II-SOA, Directeur général de l'économie, MINEPAT)

Pr Mireille SANDJI (Vice-Doyen FSEG, Université de Yaoundé II-SOA)

Pr David SIMO (FALSH, Université de Yaoundé I)

Pr EVINA AKAM (Directeur IFORD, Université de Yaoundé II-SOA)

Pr Paul Célestin NDEMBIYEMBE (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Pr Anicet NOAH MBEDE

Pr Germain LOUMPET (Université de Yaoundé I)

## COMITE D'ORGANISATION

Dr Esther OLEMBE (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

M. Jérémy LACHAL (Directeur, Bibliothèques sans frontières, France)

Dr NDIBI OLA'A (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Dr Augustin Charles MBIA (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Dr Louise BALOCK (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Dr Michael NGWAN (Archives nationales, MINAC)

Dr Thomas MBILA (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Dr Narcisse EKONGOLO (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Dr Colette DJADEU (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

Mme Monique BEKOLLE (Spécialiste en intelligence économique, free-lance)

M. Franklin AWUNG (IFORD)

M. MBEGA Daniel (ESSTIC)

M. ONDOUA MEMVOUTHA (ESSTIC, Université de Yaoundé II-SOA)

M. Alain Claude ALIMA (SNH, Cameroun)

M. NGALLI (Afriland First Bank, Cameroun)

Mlle EVINA (HCY, Cameroun)

M. Charles KAMDEM (CLAC, BSF)

M. Jacques MONTY (PRC)

M. Eric MBIANGANG (MINTOUL)

M. Emmanuel KOUEDI (IRIC, Université de Yaoundé II-SOA)

M. Firmin LELE (CNC, Yaoundé)

M. Charles KAMDEM POGHELA (CLAC, Yaoundé)

M. MVOGAMOUGOU (MINAC)

M. BEBISSEMEGNIE (MINREX)

## Plan de localisation

